

Bulletin de l'Association des démographes du Québec



La recherche opérationnelle et les indicateurs sociaux au service du développement social

Michel Robillard

Volume 2, Number 3, 1973

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/305722ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/305722ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1713 (print)

1925-3478 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Robillard, M. (1973). La recherche opérationnelle et les indicateurs sociaux au service du développement social. *Bulletin de l'Association des démographes du Québec*, 2(3), 25–39. <https://doi.org/10.7202/305722ar>

Tous droits réservés © Association des démographes du Québec, 1973

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

La recherche opérationnelle et les indicateurs sociaux au service du développement social (1)

INTRODUCTION

Depuis quelques années, on s'interroge intensément sur le rôle de la recherche dans le développement social et sur la place qu'elle occupe dans la société(2). L'idée générale qui revient comme leitmotiv, c'est qu'en définitive la recherche ne doit pas être un simple exercice abstrait (si complexe soit-il) qui ne satisfasse que la curiosité intellectuelle du chercheur. La recherche doit poursuivre des objectifs sociaux imminents qui, devons-nous dire, sont d'abord ceux de la société et son rôle ultime en est un de participation au développement de la société.

Dans cette optique, la recherche opérationnelle et évaluative a un rôle spécifique: celui de fournir un apport scientifique à la planification du développement social.

Face à la complexité et à l'ampleur des besoins sociaux qui se manifestent, la planification et la recherche doivent faire des efforts accrus pour trouver des solutions nouvelles. La première fonction de la planification consiste dans la rationalisation des choix et dans la poursuite de l'efficacité dans la réalisation des objectifs. Cette démarche ne peut se faire sans le recours à une instrumentation un tant soit peu raffinée et scientifique au niveau des méthodes de recherche.

La recherche opérationnelle peut être définie comme "l'ensemble des recherches qui permettent de déterminer les résultats les plus favorables qu'il est possible d'atteindre et les méthodes pour y parvenir: organisation, programme, plan, répartition des

(1) Nous portons à l'attention du lecteur quelques réflexions livrées au Comité de la Recherche Scientifique du ministère des Affaires sociales dans le cadre de travaux que nous avons effectués pour lui. Toutefois, le présent texte n'engage en rien ni ce Comité ni le Ministère.

(2) Nous faisons plus particulièrement référence à diverses publications de l'OCDE et de l'UNESCO concernant les politiques scientifiques nationales et les priorités de recherche, au rapport du Comité Sénatorial de la politique scientifique (rapport Lamontagne), et au Rapport Bonneau - Corry sur la rationalisation de la recherche universitaire.

moyens, méthodes d'exploitation"(1). La question centrale est celle de l'allocation optimale des ressources matérielles et humaines: les ressources de la collectivité étant limitées, de quelle façon doivent-elles être agencées et organisées pour optimiser le rendement?

LA FONCTION D'EVALUATION

Deux types d'études répondent à cette préoccupation, des études à caractère prévisionnel et des études à caractère évaluatif. Ils sont en fait deux volets d'une même fonction d'évaluation: évaluation prospective qui doit prévoir les conséquences des programmes entrepris; évaluation rétrospective qui analyse le rendement des programmes et des politiques en comparant les résultats atteints aux objectifs visés et aux efforts déployés.

Le principe de l'évaluation prospective et de l'évaluation rétrospective peut facilement se schématiser de la façon suivante:

Efforts prévus A1	Objectifs prévus B1
Efforts déployés A2	Objectifs atteints B2

L'évaluation prospective met en relation les efforts A1 et les objectifs B1: c'est le rendement optimal prévu ($B1/A1$). L'évaluation rétrospective juge le rendement effectif en mettant en relation les résultats B2 et les efforts déployés A2 ($B2/A2$).

C'est en analysant les interrelations entre ces quatre éléments de planification que les recherches d'évaluation nous permettent de corriger et d'ajuster constamment les moyens mis en oeuvre et les objectifs en fonction des résultats obtenus.

La fonction d'évaluation teste les systèmes et méthodes en place et mesure l'efficacité des nouveaux systèmes et des nouvelles méthodes à mesure qu'ils sont développés et appliqués.

(1) Paul Robert, Dictionnaire alphabétique et analogique de langue française. Société du Nouveau Littré, Paris, 1965.

Les recherches évaluatives doivent être rattachées étroitement aux tâches de planification. L'évaluation est en fait un processus continu et permanent qui doit être incorporé aux programmes d'action sociale. Elle n'est rien d'autre qu'une forme permanente d'expérimentation. L'argument est simple: sans expérimentation réelle, on ne peut guère juger de l'efficacité des services à donner. Sans expériences programmées et délibérées, les réformes sont sporadiques et désordonnées. De nouvelles méthodes doivent être vérifiées de façon systématique sous plusieurs conditions si on veut évaluer leur efficacité correctement et si on veut prévoir le comportement et la réaction des individus et des clientèles.

On ne saurait trop insister sur cette fonction d'évaluation permanente et continue de l'action par la recherche. Procédure rigoureuse qui fait appel à des mesures quantitatives et à des méthodes rationnelles pour tester le degré de réalisation des objectifs et pour faciliter l'allocation optimale des ressources, l'évaluation doit dès le départ être intégrée au processus de planification et de programmation. Les recherches évaluatives ne sont pas que des analyses postérieures mais une procédure d'investigation continue et périodique à toutes les étapes et à tous les niveaux d'un programme.

Enfin, le Rapport Castonguay définit le processus d'évaluation du système de la santé de la façon suivante:

"Le processus d'évaluation doit boucler le circuit, c'est-à-dire qu'il part des objectifs fixés, identifie les activités orientées vers la réalisation des objectifs, cherche à quantifier les effets obtenus, analyse la relation entre les activités et les effets et, enfin, fournit les renseignements qui permettent de porter un jugement objectif sur la valeur des actes professionnels et des programmes de soins et de modifier les objectifs en fonction des résultats obtenus".(1).

Les recherches évaluatives ont deux bases fondamentales. Premièrement, l'étude évaluative construit un modèle capable d'identifier les éléments essentiels et de les interrelier selon le processus du programme: intrants, extrants, variables intermédiaires et organisationnelles, objectifs. Le modèle est la représentation simplifiée de l'objet d'investigation; il aide à

(1) Rapport Castonguay, Vol. IV, Tome III, 2e partie, p.132-133.

comprendre de quelle façon les changements d'un élément du modèle affecte les autres. Deuxièmement, l'étude évaluative doit reposer sur une base théorique solide capable d'expliquer et d'identifier les liens de causalité entre les variables du processus et sur une base méthodologique rigoureuse qui permet de mesurer les changements, l'impact et l'efficacité.

En définitive, les recherches évaluatives peuvent s'identifier à des modèles d'impact ou du moins elles doivent essayer d'en élaborer.

A titre d'exemple, mentionnons la nécessité d'études évaluatives et de recherches opérationnelles dans le domaine de l'organisation des services et des personnels.

Les études relatives à l'utilisation des services sont fondamentales à toute planification dont l'objet est une juste adéquation entre la demande - les besoins en matière de services - et l'offre de services. Dans le domaine de la santé le programme de recherche MEDICS soutenu par le ministère des Affaires Sociales, est un effort louable en ce sens. Dans le domaine proprement social, de tels efforts de recherche font malheureusement défaut et sont de ce fait prioritaires. Il faut améliorer les méthodes d'appréciation de la demande et des besoins - satisfaits et non-satisfaits - en matière de services sociaux, préciser les données relatives à l'utilisation des services, estimer les besoins futurs en personnel, enfin déterminer quel personnel traite avec la plus grande efficacité quelle clientèle?

BESOINS DE DEVELOPPEMENT METHODOLOGIQUE

i. LA MATHEMATISATION DES MODELES

La mathématisation des modèles et la généralisation des procédures informatiques sont fondamentales dans le développement scientifique de la recherche opérationnelle et évaluative. Les méthodes quantitatives de recherche se développent de plus en plus: modèles mathématiques, théorie des jeux, théorie des processus stochastiques, théorie des files d'attente, analyse coûts-bénéfices, etc. Les méthodes rationnelles peuvent d'ores et déjà servir à la résolution de nombreux et importants problèmes de gestion. Mais tout en les utilisant pour des fins très

pratiques, on devra leur fournir les ressources qui leur permettent de se développer au plan théorique et méthodologique. A cet égard, il faut augmenter la formation des chercheurs dans le domaine de la méthodologie quantitative et vulgariser les procédures informatiques pour alléger l'application de ces méthodes.

Dans le cas où l'expérimentation est nécessaire mais où elle est difficilement praticable, les techniques de simulation sont un bon substitut. Simuler c'est reproduire artificiellement un système pour en "expérimenter" les comportements possibles. L'expérimentation artificielle intervient donc lorsque l'expérience réelle est soit impossible, soit trop coûteuse, soit trop complexe. La simulation permet de découvrir les propriétés inconnues des systèmes dont on simule le comportement sous différentes contraintes. Les implications pratiques sont intéressantes, puisque la découverte des formes de comportement d'un système permet d'intervenir sur la marche de ce système pour la modifier dans un sens voulu.

Toutefois ces techniques ne sont pas encore totalement développées: alors que dans l'expérimentation sur le réel, les effets des manipulations dépendent strictement de la logique interne des phénomènes étudiés, en simulation, les effets des manipulations sur les variables explicatives obéissent à la logique du modèle déterminé par le chercheur. Dans la simulation, les faits et les résultats sont inconnus, les relations entre variables sont données par le chercheur; dans l'expérimentation les faits sont connus et donnés, les relations sont inconnues et sont l'objet de la recherche.

ii. L'ANALYSE COUTS-BENEFICES

Une autre méthode de plus en plus utilisée pour les fins d'évaluation et de planification est l'analyse coûts-bénéfices.

Méthode de nature "économique", l'analyse coûts-bénéfices traduit les résultats ou bénéfices d'un programme ou d'une action en termes monétaires (\$). Cependant, dans le domaine de la santé et de l'action sociale, les bénéfices peuvent plus difficilement être mesurés selon une valeur économique.

On conçoit mal que l'on puisse en arriver à donner des valeurs différentes à la vie humaine(1). De façon générale, plus les programmes et les objectifs sont basés sur des valeurs qui privilégient l'intégrité et le bien-être de l'individu, plus les résultats et les bénéfices qu'ils produisent sont difficiles à traduire en termes monétaires. Les bénéfices sociaux, psychologiques, sanitaires sont de nature intangible et leur mesure constitue un des plus importants problèmes d'évaluation de l'efficacité d'un programme social.

Le critère fondamental de l'analyse coûts-bénéfices dans le domaine des affaires sociales doit être celui de l'optimisation de l'impact sur la santé et le bien-être plutôt que celui de la minimisation des coûts(2). Mais, la quantification adéquate des variables sociales pose encore de nombreuses difficultés d'ordre technique et méthodologique.

iii. UNE METHODOLOGIE ADAPTEE A LA PROBLEMATIQUE SOCIALE:

Il n'y a pas que les techniques de simulation et l'analyse coûts-bénéfices. Une foule d'autres techniques, méthodes et approches propres à la recherche opérationnelle existent. Toutes peuvent contribuer énormément aux besoins de planification sociale. Mais encore faut-il mettre le chercheur et le planificateur en garde contre une utilisation trop étroite de techniques développées pour d'autres fins que celles du bien-être (physique - mental - psychologique - social) de l'individu et de la population, et par des sciences dont la problématique est différente de celle des sciences humaines et sociales.

En effet, le développement des techniques de recherche opérationnelle a été surtout réalisé dans le domaine de l'organisation militaire et de l'organisation industrielle. Leur application au domaine de la planification sociale ne doit pas se résumer à de purs plaçages. Les phénomènes sociaux sont beaucoup plus complexes, complexes au niveau de

-
- (1) On peut le faire, mais à la condition bien peu satisfaisante de réduire l'activité humaine à des fonctions de production et de consommation de biens économiques.
- (2) La minimisation des coûts répond à des contraintes administratives et économiques nécessaires. Mais elle ne peut être prise en compte qu'après l'optimisation de l'impact.

l'analyse et de l'explication, complexes au niveau de la planification et de la programmation des activités et des services. En ce sens, d'importants efforts de réflexion théorique sont à faire afin de développer une méthodologie quantitative et opérationnelle propre aux problèmes d'organisation sociale. Les mathématiciens et statisticiens devront eux-mêmes participer à cette réflexion: en effet, si la théorie des processus stochastiques par exemple est encore peu appliquée aux phénomènes socio-économiques c'est en bonne partie parce que cette théorie n'a pas encore été bien développée par le mathématicien pour répondre spécifiquement aux problèmes de la planification socio-économique(1).

En définitive, selon monsieur Raymond Bourdon(2), il y a sûrement deux affirmations grossières à rejeter concernant l'utilisation des mathématiques en sciences sociales. Il y a d'abord l'affirmation naïve que les phénomènes humains et sociaux ne sauraient faire l'objet d'un traitement mathématique; ayant trop longtemps conçu les mathématiques comme une science de la quantité, on a oublié que ses possibilités d'application n'étaient pas a priori limitées par la nature de l'objet et qu'elles avaient surtout une fonction de classification. A l'opposé, faut-il aussi rejeter la croyance toute aussi naïve qu'on peut appliquer intégralement aux sciences humaines des modèles mathématiques forgés à l'usage spécifique des sciences exactes. Aussi conclut-il qu'au-delà du concept de la "quantification" il y a ceux de "modèle" et de "structure" et qu'"aujourd'hui (en sciences humaines et sociales), on a plus clairement conscience que les méthodes mathématiques doivent plus souvent être inventés qu'appliqués".

Ces réflexions nous amènent à distinguer deux phases dans l'utilisation des techniques de recherche opérationnelle par les chercheurs des sciences sociales, pour les besoins et les fins de la planification sociale.

-
- (1) A propos de l'utilisation des mathématiques en sciences sociales, M. R. Lachapelle (Mathématiques et sciences sociales", Bulletin de l'Association des démographes du Québec, Vol. 2, No 2, Mai 1973) a bien relevé la nécessité d'articuler le "discours mathématique" à la problématique sociale, sinon on risque de tomber dans la scientificité stérile.
- (2) R. Boudon, "Modèles et méthodes mathématiques" en Tendances principales de la recherche dans les sciences sociales et humaines UNESCO, 1970.

Il y a premièrement, une phase d'emprunt à d'autres disciplines et à d'autres secteurs de planification des principales techniques de "prévision - planification - programmation - évaluation". Cette phase doit graduellement s'effacer au profit de la seconde, beaucoup plus féconde, et qui constitue un véritable défi pour les chercheurs: c'est la phase de la conception de procédures, d'approches et de méthodes nouvelles adaptées aux objectifs et aux besoins spécifiques du développement social et selon une problématique propre aux sciences sociales.

BESOINS D'INDICATEURS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL

i. NATURE ET CARACTERISTIQUES DES INDICATEURS:

Nous avons souligné précédemment qu'il est difficile de quantifier les variables sociales.

Parallèlement au développement méthodologique de la recherche opérationnelle, nous devons songer à élaborer des indicateurs significatifs de développement et de changement social. Ils sont la matière première de la planification et de l'évaluation, et sans eux, l'utilisation des méthodes rationnelles et quantitatives est illusoire. Ce postulat s'applique aussi aux domaines de la santé et de l'action sociale.

Le rôle des indicateurs sociaux est multiple: détection - évaluation - diagnostic - guide à l'action. On peut aussi leur conférer plusieurs usages: usage scientifique comme moyens de perception, de représentation et de compréhension de la réalité; usage d'action en permettant de déterminer les objectifs, d'identifier les priorités de percevoir les alternatives, de révéler les modes d'intervention; usage de contrôle en tant que moyens de prévision, de planification, de programmation et d'évaluation.

Plusieurs définitions des indicateurs sociaux existent. Certaines sont trop restrictives, d'autres trop générales. A la définition proposée par le document "Toward a social Report"(1) - "Un indicateur social peut être défini comme une statistique présentant un intérêt directement normatif" - on peut lui reprocher d'être trop restrictive. D'autres définitions sont beaucoup trop générales, en ce sens qu'on ne peut guère distinguer les indicateurs des statistiques sociales courantes.

(1) U.S.A., Department of Health Education and Welfare, 1969.

La définition qui nous est apparue la plus opérationnelle et utile est celle proposée par le groupe de travail "indicateurs sociaux" du VIe plan français:

"un indicateur social peut être défini comme une grandeur chiffrée capable d'exprimer globalement une situation ou un phénomène existant (indicateur de situation) et son évolution dans le temps en regard d'un objectif déterminé susceptible d'une traduction également quantifiée (indicateur d'objectif)".(1).

Pour l'instauration du système de budget par programme, le Conseil du Trésor suggère que chaque programme gouvernemental soit assorti de trois sortes d'indicateurs sinon "un véritable contrôle d'opportunité des programmes et une évaluation continue de leur progression seront impossibles"(2):

- des indicateurs de volume et de qualité pour mesurer l'output d'un programme;
- des indicateurs de performance pour mesurer "l'efficience" des programmes et leur productivité;
- des indicateurs d'impact pour mesurer l'efficacité des programmes et évaluer le changement (quantitatif et qualitatif) dans les variables-clés.

Plus fondamentalement encore, faut-il retenir qu'un indicateur ne se conçoit pas isolément. Selon Biderman (3) et Land (4) tout indicateur social doit faire partie d'un ensemble d'indicateurs conçu en système à partir d'une théorie de la Société et des processus sociaux et qui reproduit le modèle social (c'est vrai aussi pour les indicateurs sanitaires qui doivent, comme ensemble, reproduire le système de santé).

-
- (1) Commissariat Général du Plan, Rapport des commissions du VIe Plan (1971-75): Action Sociale Paris, 1971, p.203.
- (2) Le système du budget par programme et son utilisation au gouvernement du Québec, Conseil du Trésor, Gouvernement du Québec, avril 1972, pp.38 à 42.
- (3) A.D. Biderman, "Social Indicators and Goals", in R.A. Bauer (ed.) Social indicators, M.I.T. Press, 1966.
- (4) K.C. Land, "Social Indicators". Russel Sage formation, texte non publié: 1970.

Cette référence à un cadre conceptuel, à un modèle de système, est importante. On confie à chaque indicateur une appartenance à un modèle, et c'est ce critère d'appartenance à un modèle qui distingue principalement l'indicateur des autres statistiques. Les indicateurs sociaux et sanitaires doivent avoir trois caractéristiques principales:

- i. ils sont des éléments fonctionnels d'un modèle de système social et d'un modèle de système de santé;
- ii. ils forment des séries temporelles qui permettent de mesurer le changement;
- iii. ils peuvent être plus ou moins agrégés selon les niveaux correspondant aux caractéristiques du modèle.

Il existe aussi une autre approche, beaucoup moins théorique. Essentiellement empirique, cette approche s'établit sur la constatation qu'il existe déjà de l'information et des données, et que celles-ci organisées et regroupées en un ensemble structuré, peuvent produire une représentation valable du système social et du système de santé. Mais il faut être conscient que les statistiques existantes ne sont pas totalement satisfaisantes.

D'une part, on peut facilement souligner le manque d'uniformité des diverses séries statistiques nécessaires à la planification; de ce fait, les données sont parfois difficilement comparables, souvent peu fiables (du moins on ignore tout de leur qualité et on ne peut pas la plupart du temps vérifier leur validité).

D'autre part, beaucoup de données statistiques actuelles ne décrivent que partiellement ou pas du tout les conditions sociales réelles, ne facilitent pas la détection des problèmes naissants et ne permettent pas de juger la manière avec laquelle la société traite ces problèmes. Il y a souvent une trop grande distorsion entre la réalité et la perception (description) qu'en donnent les diverses statistiques. Trop de statistiques utilisées pour décrire les problèmes sociaux sont des sous-produits de l'information requise pour l'administration de routine. Il est évident, pour prendre un exemple grossier, que les chiffres de dépense des programmes publics sont de pauvres mesures pour décrire le développement social.

A cause d'un manque d'organisation générale de la collecte des données sociales, les statistiques recueillies forment un ensemble inarticulé et sont le résultat de décisions ad hoc prises de façon indépendante en dehors du contexte (qui n'existe pas) d'un système intégré de collecte.

La rationalité de la planification socio-sanitaire, comme de tout autre type de planification, est proportionnelle à la qualité du système d'information et de comptabilité socio-sanitaire.

Plus rigoureuse et cohérente, une approche théorique a plus de chances de couvrir systématiquement tous les aspects de la réalité mais elle est à court terme peu capable d'élaborer un système d'indicateurs utile à la planification. Il est presque nécessaire d'élaborer une stratégie à deux temps qui satisfasse tant les besoins du long terme que ceux du court terme.

A court terme, il faut produire des indicateurs sur les principaux aspects et phénomènes sociaux et sanitaires dont l'incidence est particulièrement grave: il s'agit essentiellement d'utiliser au maximum les données actuelles, de les exploiter à fond et d'en sortir une batterie d'indicateurs utiles à la recherche et à la planification. A long terme, il est nécessaire d'établir une méthodologie d'ensemble: la construction d'un modèle suffisamment articulé ne peut être qu'une démarche progressive et de longue haleine mais non moins urgente à entreprendre.

Les deux approches partent du postulat que les indicateurs doivent former un ensemble logique et structuré dans lequel chaque indicateur n'a sa place et ne trouve sa pleine signification que par rapport aux autres.

ii. INDICATEURS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL:

Le principal obstacle à l'élaboration d'indicateurs proprement sociaux vient de ce qu'il est difficile de structurer la réalité sociale en un modèle valable et de la décrire dans un système input - output rigoureux. Mesurer les phénomènes sociaux pose deux problèmes: d'abord celui de la définition des concepts: Quoi mesurer? Ensuite, celui de la détermination de la façon de les quantifier: Comment les mesurer? Il faut donc multiplier les analyses et les recherches pour identifier les variables du système social

(variables d'entrée (inputs), variables intermédiaires, variables de sortie (outputs)), pour opérationnaliser les concepts à mesurer et pour élaborer des mesures sur le sens de leurs relations et sur leur degré de sensibilité. En définitive, la complexité des phénomènes sociaux et le degré d'abstraction élevé de certains concepts et processus rendent difficiles la perception et la quantification du développement social. Ils justifient aussi l'urgente nécessité d'y consacrer de sérieux efforts de recherche. L'approche du groupe "indicateurs sociaux" du VI^e plan français nous a paru intéressante, située dans le prolongement de l'approche empirique, dans les cadres a priori (1).

Faute de posséder des bases objectives qui n'existent que dans un modèle de système intégré, le groupe du Plan a procédé au découpage des secteurs de la société d'après des critères empiriques. Il a été basé sur les principales populations-cibles visées par l'action sociale (jeunes - personnes âgées - familles et femmes - travailleurs immigrants - handicapés et inadaptés). Ce découpage est arbitraire, mais en l'absence d'un modèle de système satisfaisant, il en vaut bien d'autres. Chaque population-cible a été définie d'après un critère principal qui la caractérisait, la distinguait; autour de ce critère et de l'idée qu'il exprime, on tâche de définir quelques indicateurs pertinents. Ainsi, pour le groupe des "jeunes" (16-24 ans), le critère retenu est l'accession à la vie active, principalement caractérisée par le passage d'un état de dépendance totale à un état d'autonomie relative. Autour de ce concept, deux sortes d'indicateurs sont développés: des indicateurs de la situation du groupe par rapport à la moyenne ou à la norme sociale (indicateurs d'intégration, de marginalité relative, de tensions économiques entre générations) et des indicateurs de tensions internes au groupe (mesures des tensions entre les "besoins" et les "ressources").

Cette énumération ne constitue qu'un exemple (non un modèle) d'études à entreprendre pour produire des indicateurs opérationnels et significatifs dans les secteurs-clés de la vie sociale.

(1) Commissariat général du plan, op.cit.

ii. INDICATEURS DE DEVELOPPEMENT SANITAIRE:

Dans le domaine de la santé et de l'épidémiologie, le besoin d'indicateurs est tout aussi grand que dans le domaine proprement social. Les indicateurs sanitaires sont toutefois relativement plus nombreux, certains concepts de santé se prêtant mieux à la quantification. Mais là encore on peut noter la relative insuffisance de ces indicateurs à donner une vue complète de l'état de santé de la population, de ses groupes et de ses individus.

En plus de ne pas couvrir tous les aspects de la santé, les principaux indicateurs sanitaires sont surtout des mesures de "mauvaise santé": les taux de morbidité et de mortalité sont des mesures précises et utiles, mais ils ne mesurent que les aspects négatifs de la santé. Certains indicateurs répondent à des objectifs aujourd'hui dépassés. A titre d'exemple, l'espérance de vie était une mesure adéquate quand l'objectif était de prolonger la durée de la vie; aujourd'hui le principal objectif des politiques de santé n'est plus seulement de prolonger la vie (quantité) mais d'assurer que celle-ci soit meilleure (qualité). Des efforts de production d'indicateurs mesurant la qualité de la santé et l'efficacité du système de santé à cet égard sont actuellement en cours. Ainsi, certains chercheurs proposent un indicateur mesurant "l'espérance de vie en bonne santé".

Enfin, mentionnons tout le secteur frontière entre la santé et le social. Il faudrait produire des indicateurs capables de mesurer les multiples relations entre d'une part, les statistiques sanitaires relatives aux services de santé et d'autre part, les statistiques de l'environnement social et physique. Peu d'indicateurs existent qui mesurent le sens et la grandeur des relations entre les aspects sanitaires et les aspects sociaux de la réalité.

L'APPORT DE LA DEMOGRAPHIE

Dans le présent texte, nous avons associé la recherche opérationnelle et évaluative et la recherche sur les indicateurs, parce qu'elles sont deux volets d'une même idée. La recherche opérationnelle peut contribuer grandement à la planification du développement social en mettant en relation objectifs - moyens - résultats (impact et efficacité) dans un même processus. Mais pour être "opérationnelles", ces relations doivent pouvoir être mesurées: la mesure du changement social et des multiples interrelations impliquées dans ce processus doit reposer sur une base d'information et d'observation rigoureuse, celle d'indicateurs significatifs.

Ces orientations ne s'adressent pas à une discipline en particulier, mais à l'ensemble des sciences sociales. A notre avis, placées dans un cadre structurel convenable, ces orientations sont susceptibles d'insuffler aux sciences sociales ce caractère expérimental et opérationnel que certains leur reprochent à tort ou à raison de ne pas avoir.

La démographie est certes l'une des disciplines des sciences sociales dont la recherche repose en bonne partie sur l'observation des faits et qui selon une méthode rigoureuse tente de mettre en relation les causes et les conséquences des phénomènes démographiques. Il est inutile dans le cadre de ce bulletin de l'Association de démographes, de rappeler l'importance du fait démographique dans le processus du développement social.

Il est un fait d'évidence que l'on ne peut guère songer à planifier, dans aucun des secteurs de la société, sans une connaissance approfondie des populations et des clientèles. Les dimensions démographiques des problèmes socio-économiques sont vastes et complexes; elles méritent une attention toute particulière et un traitement scientifique adéquat. A cet égard, nous souscrivons entièrement au projet de création d'un centre québécois d'étude de la population préparé par M.J. Henripin à la demande du premier ministre Johnson, et repris récemment par l'Association des démographes dans une lettre de son président à divers ministres intéressés.

Les principales tâches d'un tel centre pourraient être de faire les études d'analyse des phénomènes de croissance démographique dans une perspective de conjoncture et de prévision. Les prévisions de l'accroissement démographique sont

fondamentales à la planification, que ce soit dans le secteur de l'éducation, de la santé, de la sécurité du revenu, de la main-d'oeuvre ou tout autre secteur de l'activité sociale et économique. Toutefois, ce centre ne devrait pas se limiter à l'analyse démographique pure (au sens traditionnel du mot démographique). C'est à lui aussi qu'il revient d'analyser les principaux problèmes ayant une composante démographique de premier ordre et d'éclairer les diverses politiques sociales en conséquence.

Il ne s'agit pas pour cela de créer une organisation de recherche où seule la discipline et l'approche démographique seraient admises, mais de mettre en place un centre de recherche à caractère pluridisciplinaire et plurisectoriel dans lequel démographes, économistes, sociologues, épidémiologistes, mathématiciens ... tenteront en commun d'appréhender, selon une approche opérationnelle, la réalité démographique sous-jacente aux problèmes et aux politiques des secteurs-clés de la société.

Michel Robillard
Ministère des Affaires
sociales
Direction des Affaires
Extra-Ministérielles